

La liberté religieuse menacée dans un pays sur trois

La liberté religieuse continue de reculer dans le monde, toutes confessions confondues. Tel est le constat dressé par le rapport 2021 de la fondation Aide à l'Église en détresse, tandis que l'association L'Œuvre d'Orient rappelle combien la situation des chrétiens orientaux reste préoccupante.

Par Matthieu Stricot



AED / AIDE A L'EGLISE EN DETRESSE

Les violations du droit à la liberté religieuse ont augmenté depuis 2018, selon la fondation catholique [Aide à l'Église en détresse](#) (AED)*, qui vient de publier son [rapport 2021](#) portant sur 196 pays. Bafouée dans un pays sur cinq il y a trois ans, cette liberté fondamentale l'est aujourd'hui dans un pays sur trois.

Dans 26 pays, l'AED fait état d'une persécution religieuse. Près de la moitié d'entre eux se trouvent en Afrique. La situation est particulièrement dramatique en **République démocratique du Congo**, en **Somalie**, en **Libye** ou encore dans les **pays du Sahel**, devenu le deuxième épïcentre mondial du terrorisme islamiste.

« Au **Burkina Faso**, seulement 30 % du territoire échappe aux terroristes, qui se présentent en trois catégories principales : les groupes sous leadership arabe – Aqmi, Mujao et Signataires par le sang –, les groupes touareg, dont le MNL et Ansar Dine, et les groupes sous leadership noir, comme le Front de libération du Macina et Boko Haram », détaille le père Victor Ouedraogo, directeur du centre diocésain de communication de Ouagadougou.

Persécutions religieuses dans 26 pays

Tous ces groupes profitent d'un terreau favorable. « Les Etats n'ont pas suffisamment de moyens pour sécuriser leur territoire contre ces groupes armés, qui bénéficient d'un réservoir

d'armes considérable suite au démantèlement de la Libye et qui profitent du sentiment d'exclusion d'une partie de la population ainsi que des conflits communautaires. En parallèle, les monarchies du Golfe utilisent les terroristes pour asseoir leur influence dans l'espace sahélien », analyse le père Ouedraogo.

« *Les djihadistes gagnent également du terrain au **Mozambique**, où le mouvement Al-Chabab et les affiliés à Daech terrorisent la population », poursuit Benoît de Blanpré, directeur de l'AED France.*

Aux **Comores**, à majorité musulmane sunnite, la situation se détériore. En 2019, le directeur des affaires islamiques du gouvernement y avait interdit les célébrations de Noël avant de se rétracter du fait des pressions internationales.

La liberté religieuse n'existe pas plus en **Arabie saoudite**, qui applique strictement le wahhabisme, ni au **Pakistan**, où la situation se dégrade. « *Des chrétiennes et hindouistes y sont enlevées, violées et converties de force. De plus, le gouvernement a signé, fin 2020, un accord avec le parti islamiste TLP qui se donne pour mission de lutter contre le blasphème », alerte Benoît de Blanpré. En pleine pandémie de Covid-19, des organisations caritatives musulmanes sont même allées jusqu'à refuser l'accès à l'aide alimentaire et médicale aux groupes minoritaires.*

Comme en **Corée du Nord**, la liberté religieuse est inexistante en **Chine**, où la surveillance de masse permet de développer un système de crédit social à partir des comportements individuels, pratique religieuse incluse. Pis, l'Etat chinois exerce une pression brutale sur des minorités confessionnelles et ethniques. L'internement de masse et les programmes de rééducation qui touchent plus d'un million d'Ouïgours – majoritairement musulmans – au Xinjiang en sont un exemple.

Bafouée dans un pays sur cinq il y a trois ans, cette liberté fondamentale l'est aujourd'hui dans un pays sur trois

Au **Myanmar**, dans l'ombre de l'attaque massive de l'armée contre les Rohingya musulmans dans l'Etat de Rakhine, les agressions continuent contre les chrétiens et les hindouistes dans l'Etat Kachin.

Au **Népal**, à majorité hindouiste, et au **Sri Lanka**, à majorité bouddhiste, les libertés religieuses se confrontent à la montée de mouvements nationalistes qui affirment une suprématie ethnique et religieuse, considérant les membres des minorités comme des citoyens de seconde classe.

La situation est encore plus préoccupante en **Inde**, où « *le nationalisme s'est accentué depuis 2014 et l'arrivée au pouvoir du BJP (Parti indien du peuple), qui favorise les mouvements promouvant l'idéologie de l'hindutva, "l'Inde aux seuls hindous" », remarque Benoît de Blanpré. Des églises et mosquées y sont incendiées, des chrétiens et musulmans chassés de chez eux.*

Discriminations religieuses dans 36 autres pays

Viennent ensuite, dans le rapport, 36 pays où la fondation fait état d'une « *discrimination* », la liberté religieuse n'étant pas garantie par la Constitution. On y retrouve le **Koweït**, qui impose

l'islam sunnite, et le **Venezuela**, où l'Eglise subit de nombreuses persécutions pour ses critiques envers le gouvernement.

Mais Benoît de Beaupré insiste particulièrement sur la situation en **Turquie** : « *Le président Erdogan promeut l'islam dans tous les aspects de la vie publique, dans un processus menaçant les autres confessions. La conversion de la basilique Sainte-Sophie en mosquée en est une illustration.* »

Enfin, l'AED a établi une nouvelle classification avec des « *pays sous observation* ». On y retrouve le **Chili**, où des églises ont été pillées lors de violentes manifestations à Santiago, et le **Cambodge**, où le parti unique a adopté des lois limitant la liberté d'expression.

Menaces persistantes sur les chrétiens d'Orient

La situation des chrétiens d'Orient est également préoccupante. « *Les sanctions économiques de l'Union européenne contre le régime en Syrie affament la population, alors que le Liban s'enfonce dans une crise économique majeure* », alerte, de son côté, M^{gr} Pascal Gollnisch, directeur général de [L'Œuvre d'Orient](#), association qui leur vient en aide.

Autre contexte dramatique : la situation humanitaire dans la région éthiopienne du Tigré. « *Des communautés religieuses sur place nous ont rapporté le massacre de chrétiens. Nous sommes également très inquiets quant à la situation des réfugiés érythréens en Ethiopie après que l'armée érythréenne a franchi la frontière et déplacé nombre d'entre eux* », signale le prélat.

Conséquence du conflit entre l'**Arménie** et l'**Azerbaïdjan** dans le Haut-Karabakh, la conjoncture est également fragile pour les populations chrétiennes. « *Un des enjeux principaux consiste à faire revenir dans la zone sous occupation russe une partie de la population partie se réfugier en Arménie, alors que le pays se trouve plongé dans une crise économique* », propose M^{gr} Gollnisch. Enfin, en **Egypte**, les tensions persistantes entre les islamistes et le pouvoir ne sont pas favorables à la garantie des libertés fondamentales.

Dans ce bilan guère encourageant, certaines avancées positives sont toutefois à noter

Dans ce bilan guère encourageant, certaines avancées positives sont toutefois à noter. L'AED rappelle le rôle des responsables religieux en faveur de la paix, notamment les visites du pape François au Soudan du Sud, aux Emirats arabes unis et en Irak. Cette dernière a abouti à la signature conjointe, avec le grand imam de la mosquée Al-Azhar, d'un document sur la fraternité humaine pour la paix mondiale et la coexistence commune.

* Pour réaliser son rapport 2021, paru le 20 avril, l'Aide à l'Eglise en détresse (AED), fondation pontificale internationale à but non lucratif, a mobilisé un groupe de travail regroupant des représentants de bureaux nationaux, des responsables de différentes zones géographiques et des journalistes. Ce groupe s'est appuyé sur les partenaires de l'AED sur le terrain, des universitaires ainsi qu'un large éventail de documents sur la liberté religieuse, notamment la production du Pew Research Center, aux Etats-Unis, sur les institutions démocratiques et les droits de l'homme.

Matthieu Stricot